

Suisse

Le français disparaît des écoles primaires zurichoises. Est-ce juste regrettable, ou aussi néfaste?

Marie-José Kolly

L'autrice de cet essai est journaliste, mais aussi linguiste et bilingue. Elle s'interroge sur le fait que la décision politique de supprimer le français à l'école primaire à Zurich ne s'appuie pas sur la littérature scientifique et plaide pour un apprentissage des langues en immersion, en Suisse, la seule méthode qui fonctionne vraiment. Ce texte, publié simultanément par Republik, est disponible en allemand ici.

Lorsque le sujet du français a été abordé lors de notre réunion de rédaction, je suis restée silencieuse. Mes collègues ont pris la parole et ont mentionné des études citées par d'autres journalistes ou par le Grand Conseil zurichoises, puis quelqu'un a fini par dire «l'éléphant dans la pièce» en me regardant. La linguiste, la demi-Romande, où était sa voix? Où était son brouillon?

Honnêtement, il n'y en avait pas jusqu'alors. J'étais blasée par des décennies de débats et le même blabla sans fin. Une fois de plus, Zurich rejettait le français - très bien.

C'est dommage, bien sûr. En tant que bilingue et linguiste, cela me fait mal. Mais personne n'en mourra. Pas même cette nation volontariste qu'est la Suisse.

Derrière les décisions politiques

En même temps, je savais que si je mettais de côté ce sentiment d'ennui, j'aurais beaucoup à dire à ce sujet. Mais cela ne peut pas se résumer en deux ou trois phrases, car la décision politique ne s'appuie que partiellement sur ce que les connaissances linguistiques suggèrent comme pratique. C'est précisément là que les décisions politiques sont intéressantes: elles révèlent ce qui se cache derrière. Allez (1), un texte quand même.

La politique linguistique est toujours une politique de pouvoir. Ceux qui prennent des décisions dans ce domaine ne peuvent éviter de se poser les questions suivantes: quelles valeurs voulons-nous promouvoir, quels intérêts voulons-nous servir, dans quels rapports de force voulons-nous vivre ensemble?

Le Grand Conseil zurichoises - qui, dans sa motion, plaide en faveur de la suppression du français à l'école primaire - et le Conseil d'Etat - qui, dans une prise de position, explique pourquoi il s'y oppose - illustrent parfaitement cela, de façon involontaire bien sûr. Car les politiciens zurichoises se réfèrent abondamment à la littérature linguistique. Ils picorent dans les études scientifiques et en extraient des phrases isolées comme des enfants picorent les raisins secs dans un pain aux raisins (1), ils déforment les résultats ou citent comme faits avérés un article dans lequel ce sujet est totalement absent.

La moitié de leur argumentation tombe ainsi à l'eau. Mais une chose est claire: savoir à partir de quel âge il serait judicieux d'enseigner combien de langues étrangères et pourquoi ce n'est important qu'en apparence.

Comment on apprend une langue étrangère

Il y a dix ans, j'ai assisté à une conférence de Simone Pfenninger, dont les toutes dernières recherches ont bouleversé mes

hypothèses sur la manière dont les gens apprennent les langues. Aujourd'hui, Simone Pfenninger est professeure à l'Université de Zurich. Dans la villa qui abrite le département d'anglais, elle raconte comment cette étude a vu le jour.

En tant que prof d'anglais dans un lycée zurichoises, elle se réjouissait dans les années 2000 d'accueillir les premières élèves qui avaient commencé à apprendre l'anglais dès la troisième année du primaire, à l'âge de 8 ans. Dès qu'elles entreraient au gymnase (ou collège, à Genève), Simone Pfenninger et ses collègues pensaient pouvoir organiser leurs cours de manière très différente. En effet, les générations d'élèves précédentes n'avaient commencé à apprendre l'anglais qu'au collège (ou cycle, à Genève), à partir de 13 ans environ.

Grosse déception

À l'automne, lorsque les «apprenants précoces» ont pris place dans la salle de classe, Simone Pfenninger les a écoutés parler, a lu leurs textes et corrigé leurs examens. «Waouh, se souvient-elle aujourd'hui, j'étais tellement déçue!» La consternation s'est répandue dans les lycées zurichoises: après quelques mois de cours, ces élèves ne maîtrisaient guère mieux l'anglais que les générations précédentes qui n'avaient pas bénéficié de l'apprentissage précoce.

À l'époque, de nombreux enseignants ont voulu se rassurer en pensant qu'il s'agissait simplement de la première promotion de ce type, qu'il fallait laisser le temps faire son œuvre et qu'après les difficultés initiales, le niveau allait s'améliorer.

Mais cela n'a pas été le cas. Et Simone Pfenninger a commencé à collecter des données: c'était le moment idéal pour comparer les compétences en anglais des deux groupes d'élèves à la fin de leur scolarité. Pendant cinq ans, elle a observé des centaines d'élèves dans 12 lycées.

Les politiques tentés de nier l'étude

Résultat: après quelques mois, ceux qui n'avaient commencé à apprendre l'anglais qu'à l'âge de 13 ans avaient rattrapé leur retard par rapport à ceux qui avaient commencé à l'âge de 8 ans. Et même à long terme, les élèves ayant commencé tôt n'avaient aucun avantage: à la fin de leur scolarité, ils n'étaient pas plus compétents que ceux ayant commencé plus tard. L'étude a révélé que l'apprentissage précoce de l'anglais était une perte de temps, du moins en ce qui concerne les compétences acquises.

Ces résultats ont tellement secoué la Suisse que certains responsables politiques chargés de l'éducation ont tout simplement nié ses résultats. Mais des études menées dans d'autres pays ont confirmé (et continuent de confirmer) que commencer à apprendre une langue étrangère plus tôt n'est pas forcément mieux.

La question cruciale est de savoir comment on acquiert la langue. En général, il est préférable d'apprendre une langue dans un environnement naturel. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit dans les décisions politiques en matière d'éducation.

Du point de vue linguistique, il y a deux voies qui mènent à la réussite scolaire avec un effort raisonnable:

Commencer tôt, mais apprendre de manière immersive. Cela signifie qu'une journée scolaire entière par semaine se déroule dans la langue étrangère, ou que plusieurs matières, comme la géographie et l'histoire, sont enseignées dans cette langue. Cela permet d'utiliser des stratégies d'apprentissage similaires à celles utilisées pour l'acquisition de la langue maternelle. La langue étrangère n'est alors plus seulement une matière scolaire, mais un outil de communication. Il existe désormais des écoles immersives dans diverses régions du monde. Ni la langue maternelle, ni les compétences dans d'autres matières n'en souffrent.

Commencer plus tard, avec une maturité cognitive plus élevée et des connaissances solides de la langue maternelle, y compris à l'écrit. On est ainsi capable d'apprendre en se basant sur des règles et d'acquérir plus rapidement des compétences dans la langue étrangère en quelques heures par semaine.

En principe, on apprend plus vite en investissant beaucoup de temps plutôt qu'en répartissant deux ou trois heures par semaine sur toute la scolarité, comme une pointe de confiture (1) sur une grande tranche de pain.

Alors peut-être est-ce une bonne chose?

La décision du Grand Conseil zurichois de repousser l'apprentissage du français au secondaire est donc une décision raisonnable, tant que l'emploi du temps ne prévoit que quelques cours pour cette matière et que l'on souhaite que les élèves acquièrent le plus de compétences possible avec un minimum d'efforts.

Mais curieusement, le Grand Conseil cite pour justifier sa décision contre l'apprentissage précoce du français une étude non évaluée par des pairs, dont la conclusion contredit la sienne. Les politiciens veulent montrer que plus de la moitié des élèves de Suisse centrale observés n'ont pas atteint les objectifs du programme en français (mais bien en anglais). L'étude conclut que la raison principale en est «probablement le nombre d'heures d'enseignement nettement inférieur pour le français» et se demande si les objectifs du programme scolaire pour le français – identiques pour les deux langues – ne sont pas trop ambitieux. Le Grand Conseil ne mentionne toutefois pas cet aspect, car cela ne sert pas sa position.

Le travail de Simone Pfenninger aurait pu lui servir d'argumentation sur un plateau d'argent (même si de tels résultats ne sont pas nécessairement transposables d'un contexte linguistique à l'autre), mais il en est question nulle part.

Les élus n'ont pas lu les études

Le Conseil d'Etat, qui souhaite maintenir le français à l'école primaire, ignore également complètement les résultats de Pfenninger, peut-être parce qu'ils ne vont pas dans son sens. Il cite à la place une étude, qui n'a pas non plus fait l'objet d'une évaluation par les pairs, comparant les élèves argoviens ayant commencé l'apprentissage précoce à ceux de Soleure ayant commencé plus tard, et soulignant les avantages de l'apprentissage précoce de l'anglais à la fin de la scolarité obligatoire. Curieusement, le Conseil d'Etat mentionne l'étude de Simone Pfenninger là où elle n'a rien à faire: il souhaite prouver que les élèves plus jeunes sont plus motivés pour apprendre une langue étrangère. Or, l'article qu'il cite à cet effet ne traite nulle part de la motivation – ce mot n'apparaît que dans la dernière phrase, comme un élément à étudier dans des études ultérieures.

Il n'aurait été ni difficile ni particulièrement fastidieux de lire les résumés des articles cités, mais les élus ne l'ont probablement pas fait. Il aurait été encore plus simple d'appeler quelqu'un disposant de l'expertise nécessaire – les chercheurs qui étudient

le multilinguisme en Suisse, et plus particulièrement à Zurich, ne manquent pas –, mais cela ne semble pas avoir été fait non plus.

L'approche politique montre en vérité que l'état de la recherche n'a aucune importance. La reconnaître dans son intégralité serait gênant, car les politiciens devraient alors expliquer de manière plus transparente pourquoi leurs décisions ne s'y réfèrent que de manière sélective.

Et c'est précisément là que le bât blesse, dans la décision de Zurich.

La politique linguistique est une politique de pouvoir

Car... qu'en est-il de l'anglais?

Malgré les recherches pertinentes sur le sujet, ni les élus zurichoises ni les parents ne veulent le supprimer de l'école primaire; c'est pour eux que Zurich a introduit l'anglais précoce à l'époque, après que beaucoup aient inscrit leurs enfants à des cours privés d'anglais. Les enfants eux-mêmes souhaitaient apprendre l'anglais dès leur plus jeune âge, explique Simone Pfenninger.

C'est sans doute précisément parce que cette langue est tellement omniprésente qu'on peut se demander si beaucoup d'entre eux ne l'apprendraient pas aussi en passant.

Vous voyez, c'est compliqué (1): Zurich, ma ville d'adoption, relègue au second rang ma deuxième langue maternelle, le français, ce qui est tout à fait raisonnable du point de vue de ma discipline, la linguistique, mais elle ne le fait pas pour une langue qui est facile à apprendre partout (et que j'aime aussi!).

Les langues au seul prisme de leur utilité

On voit ici que la politique éducative est avant tout de la politique. Elle donne à nouveau la priorité à l'anglais et rejette le français. Elle suit ainsi les intérêts de certains parents et enseignants qui affirment que les élèves sont dépassés par deux langues étrangères (et ignore les nombreux autres élèves que l'enseignement sous-stimule, comme le dit Simone Pfenninger).

La politique évalue ainsi l'utilité de ces deux langues et peut-être aussi celle des personnes qui les parlent. Elle accorde de l'importance aux uns et la refuse implicitement aux autres.

La volonté de créer une nation fondée sur la volonté commune va-t-elle s'en trouver brisée ?

Christophe Darbellay, qui préside la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, a parlé d'un «coup de canif très sérieux dans la cohésion nationale» (1), un éditorialiste du Temps a suggéré que les Suisses alémaniques détruisaient la Suisse, et la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a estimé que la cohésion nationale était menacée. Ces Romands utilisent des termes grandiloquents et occultent ainsi ce qui est plus douloureux et, à l'heure actuelle, plus vrai: la langue et le sentiment d'identité sont si étroitement liés qu'il est douloureux de voir ses voisins supprimer sa langue maternelle du programme scolaire des enfants.

«C'est un peu violent»

Au cours des dernières semaines, j'ai discuté avec de nombreux francophones et bilingues. Même les plus réfléchis et les plus libéraux d'entre eux semblaient déçus. L'une des personnes les plus sensibles à la langue que je connaisse – rares sont ceux qui choisissent leurs mots avec autant de prudence qu'elle – a déclaré à propos de cette décision: «C'est un peu violent.» (1) Une personne qui apprécie tellement Zurich qu'elle a failli s'y installer malgré ses connaissances modestes en allemand m'a

fait part de sa perplexité à ce sujet. L'admiration qu'elle avait pour la Suisse alémanique est désormais entachée.

Une fissure n'est qu'une petite blessure. Mais quand on blesse les gens à plusieurs reprises, cela crée des blessures plus profondes, qui finissent par engendrer du ressentiment.

Une telle chaîne explique par exemple la rancœur que certains germanophones de Fribourg éprouvaient à l'égard du panneau qui désignait autrefois leur gare comme Fribourg (aujourd'hui, on y lit Fribourg/Freiburg). Dans la vie quotidienne de ces personnes, qui appartiennent à une minorité linguistique, l'allemand a trop souvent été rejeté.

L'intérêt économique qui prime?

Une longue série d'événements de ce type explique également pourquoi, dans les régions majoritairement russophones d'Ukraine, le ton des échanges entre ukrainophones et russophones est devenu progressivement plus hostile. Ou pourquoi, en Belgique, les deux communautés linguistiques s'éloignent l'une de l'autre. La cohésion nationale ne s'y effrite pas, elle se brise. Dans ces États, les ressentiments ne sont pas nés de la cohabitation quotidienne de plusieurs communautés linguistiques, mais de décisions de politique linguistique. Une fois ces ressentiments apparus, les politiciens avides de pouvoir savent parfaitement les instrumentaliser.

Nous sommes loin des humiliations délibérées subies par les populations ukrainiennes ou belges. Si le Parlement cantonal zurichois donne la priorité à l'anglais, ce n'est pas par hostilité, mais parce qu'il estime que l'anglais présente un intérêt économique supérieur au français. Mais le message que l'expéditeur souhaitait transmettre n'est pas forcément celui qui est reçu par le destinataire.

Que faire, alors? Obliger les Zurichois à enseigner le français dès le plus jeune âge, conformément à la décision du Conseil fédéral, ne va pas forcément motiver. Il serait également difficile de retirer cette matière aux enfants qui souhaitent apprendre l'anglais.

Eviter le ressentiment

C'est aussi banal que vrai: si les politiciens cantonaux cherchaient le dialogue entre eux et avec les linguistes et négociaient ensemble une nouvelle stratégie linguistique, de sorte que toutes les communautés linguistiques du pays fassent la même chose – apprendre d'abord l'anglais, ou d'abord une autre langue nationale, ou les deux seulement au niveau secondaire –, alors il n'y aurait pas de ressentiment.

Le plus simple serait de dire: les langues nationales, qui s'en soucie? Parlons tous anglais entre nous. Peut-être que la cohésion tant citée entre les régions linguistiques en souffrirait moins à long terme. Peut-être même qu'elle s'en trouverait renforcée: il est fort possible que les échanges entre les habitants de ce pays s'intensifient si l'enseignement de l'anglais se voyait explicitement attribuer cette importance.

Mais il existe une autre réponse, plus radicale, au fait que les compétences linguistiques dans la deuxième langue nationale ne satisfont personne.

Elle commence par la question suivante: que perdrait-on si nous mettions de côté la langue de nos voisins?

Parler, ce n'est pas seulement émettre des sons

J'ai appris le finnois pendant quelques semestres. Cela ne m'aidera jamais à trouver un emploi que je n'aurais pas obtenu sans ces (maigres) compétences. Elles m'ont été utiles à

plusieurs reprises, par exemple lorsqu'un chauffeur de bus perdu au fin fond de la Finlande ne parlait pas anglais.

C'est ce qui n'est pas directement utile qui pèse le plus lourd. Après avoir, par politesse, mis mes verbes au conditionnel au bar de la petite station de ski lapone et dit merci trois fois – pour la commande, pour la boisson, pour la monnaie –, j'ai remarqué qu'il me manquait un mot pour «s'il vous plaît» dans cette langue. Le barman n'avait pas ouvert la bouche une seule fois, se contentant d'esquisser un sourire.

Dans mes cours de finnois et dans la vie quotidienne là-bas, j'ai appris que ces gens peuvent être à la fois silencieux et polis. Ils se taisent alors de manière amicale.

J'ai ainsi enfin compris ce que je savais depuis longtemps grâce à la théorie sur la langue et la politesse: que parler n'est pas simplement émettre des sons et diffuser un message. Nous transmettons des informations, certes, mais dans la plupart des conversations, nous exprimons aussi quelque chose sur nous-mêmes. Nous nous tournons vers notre interlocuteur. Nous établissons le contact et nous nous corrigeons, ici et là, «tu vois ce que je veux dire?». Et nous nous penchons sans cesse sur la langue elle-même, car elle n'est pas seulement un outil, mais aussi un marqueur d'identité et un code de l'esthétique.

Sortir des sentiers battus

Mon collègue souabe, qui après de nombreuses années en Suisse me parle aujourd'hui en suisse allemand, ne le fait pas pour que je puisse mieux suivre ce qu'il raconte sur le monde. Apprendre la langue de quelqu'un, c'est s'intéresser à lui. C'est vouloir vraiment le comprendre.

Derrière les différentes langues se cachent des systèmes très différents, qui influencent la façon dont nous, les humains, comprenons notre monde commun. Je comprends mieux les Finlandais – même lorsqu'ils me parlent en anglais – lorsque je sais que leur langue maternelle ne connaît qu'un pronom personnel sans genre, ni il, ni elle.

Grâce au système linguistique, je peux parfois entrevoir la structure qui organise la pensée de ces personnes. C'est un enrichissement considérable.

«Ce qui est facile à dire est aussi facile à penser. Il est difficile de penser en dehors de cela», a déclaré le linguiste Anatol Stefanowitsch lors de notre conversation sur le langage inclusif, mais cela vaut peut-être aussi pour dire des choses en dehors de la langue maternelle. «En brisant les schémas linguistiques bien rodés, nous créons ainsi des espaces dans lesquels notre pensée peut parfois sortir des sentiers battus.»

Et cela nous fait du bien.

Une nouvelle langue est une opportunité de développement personnel. Ceux qui décident des langues étrangères enseignées à l'école pourraient se demander: qui voulons-nous être? Vers qui voulons-nous nous tourner? Et comment imaginons-nous la qualité de nos rencontres?

Pourquoi apprendre le breton?

Venons-en maintenant à la réponse promise plus haut: que faire si nous ne voulons pas nous contenter des maigres compétences en français des élèves suisses alémaniques, ni d'une conception purement économique de l'acquisition des langues?

Notre pays multilingue est fait pour l'enseignement immersif, mais ne le met en œuvre que de manière très ponctuelle (comme dans cet exemple à Neuchâtel).

Dans d'autres régions du monde, les parents appartenant à la majorité linguistique scolarisent leurs enfants dans des écoles

bilingues afin qu'ils apprennent une langue autochtone menacée de disparition: le mohawk au Canada ou le gaélique en Irlande, le breton en Bretagne, par exemple.

L'avantage purement économique de ces enfants qui parlent ensuite le gaélique, le breton ou le mohawk est sans doute modeste. Mais les parents qui prennent cette décision savent que cela élargira l'horizon de leurs enfants et leur facilitera l'apprentissage d'une troisième langue.

Plaidoyer pour l'immersion

Peut-être que les écoles immersives en Suisse permettraient d'atteindre un objectif dont nous avons urgemment besoin si nous ne voulons pas nous contenter de l'anglais comme lingua franca: redonner aux autres langues une plus grande importance, un meilleur statut, plus de prestige. Car à l'heure actuelle, les Romands n'apprécient pas plus l'allemand que les Suisses alémaniques n'apprécient le français.

Peut-être que l'enseignement immersif, s'il voyait le jour, ne devrait pas nécessairement être en français à Zurich ou en Thurgovie. Peut-être que les gens seraient plus intéressés par une langue qui leur semble plus proche que le français, qui est plus présente pendant les vacances.

Pourquoi pas le romanche, chères Zurichoises? (1)

(1) En français dans le texte.